



## La Banque asiatique de développement émet un avis de tempête monétaire

Par [Réseau Voltaire](#)

Mondialisation.ca, 11 avril 2006

Réseau Voltaire 11 avril 2006

Région : [Asie](#), [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#), [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Les traders pétroliers s'inquiètent de l'impossibilité de réinvestir les pétrodollars qu'ils accumulent, tandis que les banquiers s'interrogent sur la valeur réelle du dollar. Un mouvement baissier vient de s'amorcer dans les bourses du Golfe, alors que la Banque asiatique de développement a mis en garde ses membres contre un possible crash du dollar. Et si celui-ci n'était plus qu'une monnaie de singe ?

Depuis plusieurs mois, un vif débat se développe dans les milieux financiers internationaux : le dollar serait-il surévalué au point de risquer un effondrement brutal, de l'ordre de 15 à 40 % selon les commentateurs ? La polémique est entretenue par la rumeur contestée selon laquelle certains contrats pétroliers pourraient être convertis du dollar vers l'euro, engendrant ainsi une dépréciation de la monnaie états-unienne.

Jusqu'à présent, les déclarations officielles à ce sujet paraissaient ressortir de la guerre psychologique entre puissances rivales et pouvaient être mises en doute. Soudain, le 28 mars 2006, la Banque asiatique de développement a engagé sa crédibilité auprès de ses membres en leur adressant une note leur conseillant de se préparer à un possible crash du dollar. La Banque précise que cette éventualité est incertaine mais que, si elle advenait, elle aurait de graves conséquences immédiates [1]. D'ores et déjà, la Banque travaille à la création d'une alternative régionale au dollar, l'ACU, un panier de devises calqué sur le principe de l'ECU européen.

La Banque asiatique de développement (Asian Development Bank - ADB) a été constituée par 64 États. Contrairement à ce que sa dénomination laisse supposer, ses membres ne sont pas seulement des pays d'Asie et du Pacifique, mais aussi d'Océanie, d'Amérique du Nord et d'Europe (dont la France, la Belgique et la Suisse). Elle est dominée à parts égales par le Japon et les États-Unis, qui en détiennent chacun 15 %. C'est pourquoi l'avis de tempête monétaire de l'ADB est d'autant plus significatif.

Bien qu'asiatiques, les pays du Golfe ne sont pas adhérents à l'ADB. Six d'entre eux ont préféré constituer leur propre organisation régionale, le Conseil de coopération du Golfe (Gulf Cooperation Council - GCC). Ils travaillent activement à rapprocher leurs économies pour créer une monnaie unique, sur le modèle de l'euro. Leur projet ne vise pas à céder à la mode du temps, mais répond à une exigence particulière. Leurs réserves pétrolières sont sur le déclin [2] et il n'est donc plus question pour eux de réinvestir leurs pétrodollars dans le développement et la modernisation de leurs infrastructures pétrolières dont ils doivent juste assurer la maintenance. Ils souhaitent donc réinvestir leurs dollars aux États-Unis ou

les convertir dans d'autres monnaies pour les réinvestir dans d'autres pays mais, dans ce dernier cas, la conversion de telles masses monétaires aurait des conséquences dramatiques sur le dollar et l'économie états-unienne.

Chacun cherche donc une solution au problème qui soit agréable pour tous. Or, les États-Unis, qui fabriquent de moins en moins de biens de consommation, ont besoin d'investissements considérables et fort lucratifs pour développer leurs importations de produits manufacturés chinois. Les États du Golfe ont donc décidé d'une part de se doter de la flotte d'avion cargo la plus imposante du monde et d'autre part d'acheter et de développer les 6 plus grands ports de commerce des États-Unis. Cette solution convenait à l'administration Bush qui travaille déjà avec le consortium émirati Dubai Ports World, dont le terminal de Jebel Ali sert de relai au flux de cargos militaires vers l'Afghanistan et l'Irak.

Cependant les parlementaires états-uniens, qui croient aux fables de l'administration Bush selon lesquelles les musulmans sont des terroristes, se sont effrayés de la cession de leurs ports à Dubai Ports World. Au nom de leurs fantasmes de sécurité nationale, ils ont exigé que les actifs du consortium soient cédés à un groupe US qui les gérerait dans l'intérêt des émiratis. Un montage évidemment refusé par ces derniers qui y perdraient l'essentiel des plus values et pourraient même tout y perdre un jour.

Les traders pétroliers refusent de plus en plus de confier leur argent à des fonds de placement. Ils savent que les normes comptables internationales ont été modifiées de sorte qu'aujourd'hui des États et des multinationales font apparaître dans leurs bilans des richesses qu'ils ne possèdent pas. Les actions qu'ils détiennent sont inscrites dans leurs comptabilités non plus à leur prix d'achat, mais à leur côte boursière du moment. Cela est sans conséquence en période de hausse, mais sera fatal en cas de crash. Du jour au lendemain, des banques centrales et de grandes sociétés peuvent se retrouver ruinées.

Les pays du Golfe cherchent donc par défaut à investir leur argent en Europe ce qui devrait les conduire à convertir leurs dollars en euros au grand dam des USA. Ainsi, le gouverneur de la banque centrale des Émirats arabes unis, Sultan Al Suweidi, a annoncé le 22 mars 2006 qu'il envisageait de convertir 10 % de ses réserves en dollars vers l'euro, alors que son homologue saoudien, Saud Al Sayyari, condamnait la décision du parlement états-unien dans l'affaire Dubaï Ports World [3].

Ces décisions interviennent alors que des États pétroliers, avec lesquels Washington est entré en conflit larvé, sont en train de réorienter leurs flux de capitaux pour les investir hors de la zone dollar. C'est le cas de la Syrie qui a progressivement converti ses réserves en euros au cours des deux dernières années [4]. C'est aussi le cas du Venezuela qui vient de se rapprocher de la banque centrale du Vatican pour changer ses dollars principalement en euros et en yuan chinois.

Surtout, cela pourrait être le cas de l'Iran. La rumeur enfle en effet selon laquelle la République islamique ouvrirait prochainement une bourse pétrolière en euros [5]. Ce projet annoncé pour mars n'ayant pas vu le jour, a été qualifié d'intoxication par de nombreux commentateurs. Nous avons donc cherché à en vérifier l'existence auprès des autorités de Téhéran. Celles-ci ont d'abord refusé de confirmer ou d'infirmer l'information. Puis Mohammad Asemipur, conseiller spécial du ministre du pétrole iranien, a déclaré que le projet serait mené à son terme malgré un retard classique dans sa mise en œuvre [6]. La Bourse pétrolière en euros sera installée sur l'île de Kish, un îlot du Golfe persique que l'Iran a transformé en zone franche. TotalFinaElf (France) et Agip (Italie) y ont d'ores et déjà

installé leurs bureaux régionaux.

Quoi qu'il en soit, cette bourse ne traitera que d'une petite partie des marchés énergétiques iraniens. De très gros contrats ont déjà été signés d'État à État. Avec la Chine pour la vente de brut [7], et avec l'Indonésie pour le raffinage [8].

Cette bourse ne traitera pas non plus tout de suite le marché du gaz, alors que cette source d'énergie est appelée mondialement à prendre de l'importance pour pallier partiellement à la raréfaction du pétrole [9]. TotalFinaElf et Gaz de France (GDF) négocient l'exploitation de la partie iranienne du plus gros site de production de gaz naturel au monde, celui de South Pars [10].

En réplique, Washington mise sur le gaz naturel, dont on sait qu'il jouera un rôle renforcé avec la raréfaction du pétrole. L'administration Bush a encouragé le Qatar -qui héberge le quartier général de campagne du Central Command (CentCom) et détient la 3e réserve mondiale de gaz- à concevoir un méga-projet de « ville énergétique ». 2,6 milliards de dollars seraient investis pour attirer les acteurs mondiaux du marché de l'énergie autour d'une bourse du gaz en dollars [11]. Microsoft s'est d'ores et déjà porté candidat pour l'installation de l'infrastructure de courtage électronique.

De son côté, le patron de la bourse norvégienne, Sven Arild Andersen, étudie la possibilité de la création d'une bourse pétrolière en euro dans son pays qui concurrencerait avantageusement la City de Londres [12]. Le poids de cette dernière apparaît en effet de plus en plus disproportionné à mesure que la production de pétrole britannique s'effondre (- 8 % en 2005).

L'avis de tempête monétaire émis par la Banque asiatique de développement (ADB) ne manquera pas de hâter toutes ces grandes manœuvres. Indépendamment du raisonnement des traders sur les possibilités de réinvestissement des pétrodollars, les banquiers sont inquiets quant à la valeur réelle du dollar aujourd'hui.

On se souvient que les États-Unis ne parvinrent pas à financer longtemps leur effort de guerre au Vietnam. Enlisés dans un conflit sans fin, ils décidèrent d'en faire supporter le poids par leurs alliés. En 1971, ils cessèrent de garantir la convertibilité de leur monnaie en or. Dès lors, sa valeur ne repose plus que sur la confiance qu'on lui accorde. Le dollar n'est plus adossé à l'économie du pays émetteur, mais à celle de la zone utilisatrice. Les banquiers peuvent vérifier l'adéquation grâce à un indice annuel, le M-3, qui établit le volume de billets verts en circulation.

Aujourd'hui, les États-Unis s'enlisent en Irak et sont dans l'incapacité de financer leur occupation militaire. Le seul moyen qui leur reste de payer leurs fournisseurs est de faire marcher la planche à billets. L'annonce fin mars 2006 de la suspension de la publication de l'indice M-3, et de tous les sous-indices qui permettraient de la reconstituer par agrégats, signifie que le volume de dollars en circulation est devenu un secret invouable. Il n'est plus possible d'évaluer avec précision la valeur réelle de cette monnaie.

Par effet en cascade, les États-Unis masquent également le coût de leur présence en Irak de manière à cacher le montant de l'escroquerie à laquelle ils se livrent.

Refusant de couvrir une fuite en avant qui aboutira, tôt ou tard, à une catastrophe monétaire comparable à celle de 1929, plusieurs hauts responsables de la Réserve fédérale (FED) ont présenté leur démission [13].

Dans un entretien à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz estime le budget réel de l'effort de guerre états-unien en Irak entre 1 et 2 trillions de dollars sur les quatre premières années [14], c'est-à-dire 2 à 4 fois plus que les chiffres officiels. La partie occulte du budget de guerre représente donc 500 milliards à 1,5 trillion de dollars. Cette somme, si elle était comptabilisée, s'ajouterait au déficit public états-unien, déjà élevé à plus de 400 milliards par an. Elle est épongée par l'impression de dollars-papier sans valeur. Dans une économie de marché, cet usage de la planche à billets devrait provoquer une dépréciation proportionnelle de la monnaie.

Depuis trois semaines, un timide mouvement baissier a débuté dans les bourses du Golfe [15]. Désormais n'importe quelle crise politique peut déclencher un mouvement de panique sur les marchés internationaux.

[1] [« Asia must prepare for dollar collapse »](#), Al Jazeera avec AFP, 28 mars 2006.

[2] Pour des détails sur le phénomène du « pic pétrolier », voir [« Le déplacement du pouvoir pétrolier »](#), par Arthur Lopic et Jack Naffair, Voltaire, 10 mai 2004.

[3] [« UAE, Saudi considering to move reserves out of dollar »](#), Middle East Forex News, 22 mars 2006.

[4] [« Syria switches from dollars to euros »](#), Associated Press, 14 février 2006.

[5] [« L'Iran va lancer une place d'échanges pétroliers alternative... en euros »](#), Voltaire, 10 février 2005.

[6] [« Iranian oil exchange is 'on hold' »](#), par Jim Willie, Kitco, 21 mars 2006.

[7] Voir notamment [« Face aux États-Unis, L'Iran s'allie avec la Chine »](#), Voltaire, 17 novembre 2004 et [« L'alliance Inde-Iran »](#), Voltaire, 17 février 2005.

[8] [« Indonesia, Iran to sign multi-billion-dollar investment deal in refinery »](#), Xinhuanet via Tehran Times, 14 mars 2006.

[9] [« L'avenir du gaz naturel »](#), par Arthur Lopic, 18 mars 2005.

[10] [« GdF en discussions pour se joindre au projet GNL de Pars »](#), Les Echos, 14 mars 2006.

[11] [« Qatar to build 'Energy city' »](#), Emirates News Agency, 5 mai 2005.

[12] [« Norwegian Bourse Director wants oil bourse - priced in Euros »](#), par Laila Bakken et Petter Halvorsen, NRK via Energy Bulletin, 27 décembre 2005.

[13] [« Is the federal reserve preparing for Iran ? »](#), par Robert McHugh, 26 février 2006.

[14] [« The War Is Bad for the Economy »](#), Der Spiegel, 5 avril 2006.

[15] [« Black Tuesday : Mideast stock markets nosedive »](#), Middle East Online, 14 mars 2006.

Articles Par : [Réseau Voltaire](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)